

5 juin 2014 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse de M. François Hollande, Président de la République, sur la situation en Ukraine, la croissance économique, la question climatique et sur les banques, à Bruxelles le 5 juin 2014.

« Bonjour,

Le G7 vient de se terminer. Il avait porté, hier soir durant le dîner, essentiellement, sur l'Ukraine, je vous en avais rendu compte. Vous savez les positions qui ont été exprimées. Nous considérons l'élection du 25 mai comme une étape déterminante pouvant ouvrir à une désescalade, ce qui suppose que le président élu soit pleinement reconnu comme la seule autorité légitime. D'ailleurs, le 7 juin, il sera officiellement investi je rappelle qu'il sera également présent aux cérémonies du Débarquement demain faire en sorte que le dialogue puisse se faire en Ukraine, mais qu'en même temps, il n'y ait aucun soutien à des groupes infiltrés qui viendraient créer le désordre de façon à ce que l'Ukraine puisse faire ses réformes, réformes constitutionnelles, réformes économiques, régler la question de son approvisionnement en gaz et pouvoir aussi signer l'accord d'association avec l'Europe. Voilà ce que sont maintenant les prochains objectifs, les prochaines exigences, les prochaines étapes permettant de régler la crise ukrainienne. Nous aurons à la fin du mois de juin, à en faire l'évaluation. Je rappelle qu'il se tiendra, à ce moment-là, un Conseil européen.

Sur le second sujet du G7 qui nous a occupés la matinée, c'est la situation de l'économie mondiale. Nous ne sommes plus dans la crise. Il y a encore une stagnation dans un certain nombre de pays, il y a même un ralentissement de la croissance qui était particulièrement vigoureuse chez les pays émergents. Il y a des signes encourageants venant des États-Unis depuis déjà plusieurs mois. L'économie européenne est encore dans l'hésitation d'où la volonté exprimée au G7 de faire de la croissance, de l'emploi, les priorités des gouvernements représentés.

Cette croissance, elle pourra être d'autant plus vigoureuse que les investissements notamment dans les nouvelles technologies, dans le numérique, dans la transition énergétique seront élevés. La croissance, elle sera d'autant plus vigoureuse qu'il y aura un soutien de la demande intérieure dans les pays qui connaissent un excédent de leur balance commerciale. La croissance, elle sera d'autant plus vigoureuse qu'il y aura des politiques de change équilibrées et des politiques monétaires tenant compte du risque de déflation que nous avons relevé dans plusieurs parties du monde et notamment en Europe.

A cet égard, le rôle des banques centrales est déterminant et je veux saluer les décisions que la banque centrale européenne a prises aujourd'hui, baissant les taux d'intérêt et améliorant le financement de l'économie.

Troisième point, je reste sur la croissance. Il y a aussi ce qui doit se faire en matière de commerce international, les différentes négociations qui sont en cours. Pour la France, ces négociations ne sont possibles que si elles respectent les principes de réciprocité et que si elles permettent d'avoir, là nous sommes en plein accord avec nos partenaires, de hauts standards qui puissent être des références pour l'ensemble des relations commerciales.

J'en arrive à la question, la troisième, de l'énergie et du climat. Pour la France, c'était très important d'avoir l'appui du G7 par rapport à l'objectif qui doit être la réussite de la conférence sur le climat à la fin de l'année 2015.

Le Président OBAMA a déjà fait des annonces fortes pour réduire la place du charbon dans le fonctionnement des centrales électriques aux États-Unis et pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Les Européens qui se sont déjà eux-mêmes mobilisés par rapport à cet enjeu vont avoir à prendre, là encore, des décisions, en tout cas donner leur traduction, cela sera un Conseil européen au mois d'octobre prochain. La Chine, qui est consciente de ce que peut représenter le réchauffement climatique et avec ses conséquences pour sa propre population, peut également favoriser l'aboutissement de cette conférence. Et puis, il y a tous les pays qui sont les plus concernés, les plus frappés, je pense notamment aux pays d'Afrique, aux pays d'Asie et qui vont être, là encore, mobilisés par rapport à cet enjeu. Ça c'est le climat.

Mais il y a aussi la sécurité énergétique et ce n'est pas contradictoire. En réalité la question de l'énergie renvoie à la croissance -comment en faire une source de croissance à travers la transition énergétique-, renvoie à l'exigence qui doit être la nôtre par rapport à la lutte contre le réchauffement climatique et l'énergie. C'est aussi un enjeu d'indépendance et donc de sécurité. Et le G7, là aussi, a pris des recommandations particulièrement judicieuses, notamment pour l'Europe et ici, j'aurai la volonté d'y revenir parce que la politique énergétique européenne doit être la priorité de la prochaine Commission et du mandat qui lui sera confié.

L'Europe de l'énergie, elle n'est pas simplement pour des objectifs de climat, c'est très important, c'est aussi pour des objectifs de sécurité et d'indépendance.

La conférence sur le climat, la France en a la responsabilité. Il y aura des étapes importantes pouvant nous y conduire. D'abord, il y a la rencontre qui va être organisée à l'initiative du Secrétaire général des Nations unies au mois de septembre. Il y aura, donc, le Conseil européen au mois d'octobre. Et le G7, dont l'Allemagne va avoir la responsabilité, pourra cadrer les propositions de cette instance avant donc la conférence sur le climat, cela sera en juin 2015 et Madame MERKEL en a fait sa priorité.

Je veux terminer sur le développement et tout ce qui doit être fait pour assurer la sécurité, notamment en Afrique.

Le développement, nous avons beaucoup insisté là-dessus, ce sont à la fois des dispositions qui existent déjà, des fonds qui ont déjà été créés et qui doivent être pleinement mobilisés. Le développement, ce sont aussi des questions de santé, à travers notamment la lutte contre le virus du SIDA, la tuberculose et un programme de vaccination.

L'Afrique, c'est un continent d'avenir et la France le dit suffisamment par ma voix à chacun de mes déplacements en Afrique, partout où je vais. Et le monde doit prendre conscience que l'Afrique est à la fois un gisement -je ne parle pas des ressources naturelles : gisement de croissance, un gisement également de potentialités de développement, un gisement aussi démographique pour le monde- et qu'il convient de lui assurer une politique qui puisse lui permettre à la fois de faire sa croissance, et on voit bien que des pays comme le Nigeria qui représente aujourd'hui la vingtième économie du monde.

Et en même temps, de lui assurer les bonnes conditions de développement avec aussi des exigences en matière de gouvernance, en matière de lutte contre la corruption. Et de lui permettre, à ce continent jeune, de ne pas être frappé par des fléaux : fléaux climatiques, fléaux sanitaires. Et il était important que le G7 puisse également se terminer sur un impératif qui est la lutte contre les inégalités.

Le monde est dangereux, c'est vrai, il recèle, là, on le sait, des menaces très sérieuses pour la sécurité. Et si nous voulons les conjurer, il convient, à la fois, de permettre le développement, la croissance et de lutter contre les inégalités. C'était aussi une priorité que la France voulait porter dans ce G7.

Je vais quitter donc Bruxelles. Je vais me rendre le plus vite possible à Paris pour accueillir la Reine Elizabeth. Ce soir donc je verrai le Président OBAMA, puis ensuite le Président POUTINE. Il y aura des échanges, forcément, sur nos relations bilatérales, dans chacun de ces dîners ou soupers. Mais il y aura également la question de l'Ukraine qui va revenir. Et tous les messages seront portés avec cohérence. Parce que, si nous nous sommes réunis en G7, c'est pour parler d'une même voix sur la plupart des sujets, que je viens d'évoquer, mais surtout sur l'Ukraine.

Demain, c'est le 6 juin, il y aura ce rassemblement des chefs d'Etat et de gouvernement, c'est un grand moment. Grand moment de reconnaissance, grand moment de gratitude, grand moment de fraternité mais c'est aussi une réunion internationale exceptionnelle qui doit être mise au service de la paix. Je ne prends que quelques questions parce que j'ai cette contrainte horaire. »

JOURNALISTE :

« Bonjour Monsieur le Président. Michel SAPIN a dit ce matin que la question de la BNP pourrait avoir un impact sur les négociations sur le traité de libre-échange et que ça pourrait effectivement être un enjeu. Je voulais savoir avec vous si vous avez évoqué cette question de façon aussi claire avec le Président OBAMA ? Et juste un mot sur la BCE. Est-ce qu'elle est allée assez loin, à votre avis, pour faire baisser le cours de l'euro ? L'euro baisse, mais est-ce assez ? »

LE PRESIDENT :

« Je me suis déjà exprimé sur la BNP en disant que la France respectait les procédures qui existent aux États-Unis mais qu'il devait y avoir des proportions, il devait y avoir des considérations qui allaient au-delà de, simplement, le constat des faits. Et j'en parlerai donc au Président OBAMA au cours du dîner, mais pas plus qu'hier soir nous n'en avons parlé ce matin. C'est une affaire qui concerne nos deux pays.

Sur la Banque centrale européenne, nous attendions une décision, elle est venue, elle concerne à la fois les taux d'intérêt et la manière de refinancer l'économie. La Banque centrale a eu conscience que le danger, c'est, non pas l'inflation, c'est la déflation, c'est le risque d'avoir des économies qui ne repartent pas suffisamment, des entreprises qui ne parviennent pas à se financer. Et il y a, vous savez, toujours un paradoxe en économie, dans certaines situations. On peut avoir des taux d'intérêt bas et en même temps pas d'investissements, pas de consommation. Et la baisse des taux d'intérêt ne peut pas être suffisante. Ce qu'il convient de faire, c'est de favoriser l'accès au crédit. Et c'est ce que la Banque centrale a compris en faisant en sorte, non seulement d'abaisser son taux directeur mais de faciliter l'accès aux liquidités des banques et donc des acteurs économiques.

Les banques, j'en reparle, les banques elles doivent servir l'économie et donc elles doivent ne pas être affectées par certaines décisions. J'y reviens, parce que c'est important. La finance, je me suis exprimé là-dessus, la finance qui met l'économie réelle en difficulté doit être combattue.

D'ailleurs, à ce point de vue, même le G7 a pris des décisions importantes en matière de fiscalité, en matière de lutte contre le blanchiment, ça c'est la lutte contre la finance qui peut être rentière, qui peut parfois même être spoliatrice et, lorsqu'elle ne répond pas à des obligations légales, il est normal qu'elle soit punie. Mais en même temps, il y a la finance qui doit être au service de l'économie, c'est celle-là qui doit être, à travers l'intervention de la Banque centrale, mobilisée pour la croissance. »

JOURNALISTE :

« Monsieur le Président, sur l'Ukraine, Vladimir Poutine était le grand absent de cette réunion, vous le rencontrez ce soir. Je voulais savoir dans quel état d'esprit vous êtes et est-ce que vous êtes optimiste sur la possibilité d'une rencontre entre les Présidents russe et ukrainien demain en Normandie ? Merci. »

LE PRESIDENT :

« J'ai invité le Président Poutine à venir pour les cérémonies du 6 juin, parce qu'il est le Président d'un peuple qui a fait des sacrifices considérables pour nous permettre de vaincre le nazisme. Sa place, la place du Président POUTINE, la place du Président russe était d'être à Paris pour le 6 juin. Je le reçois pour lui parler de nos relations bilatérales, pour saluer à travers lui le peuple russe et nous aurons aussi des conversations portant sur l'Ukraine puisque je l'ai eu plusieurs fois au téléphone durant cette crise.

Ensuite, est-ce que le Président POUTINE pourra rencontrer le Président POROCHENKO. Oui, puisque j'ai invité le Président POROCHENKO. Je l'ai invité dès qu'il a été proclamé élu. Je l'ai invité précisément pour qu'il soit là, lui aussi, parce qu'il représente le peuple ukrainien, qui a beaucoup souffert pendant la Seconde Guerre mondiale et il sera là, à côté du Président POUTINE. Le Président POUTINE en a été prévenu. Il vient. Il vient, il sait qu'il sera à côté, en

tout cas pas loin du Président ukrainien.